COUR CONSTITUTIONNELLE BELGE¹⁰⁰

-

Marc Verdussen

Université de Louvain (UCL)

Centre de recherche sur l'État et la Constitution (JUR-I – CRECO)

Introduction

La Belgique a une Cour constitutionnelle. Elle a été créée en 1980 sous la dénomination de « Cour d'arbitrage ». Elle a rendu son premier arrêt en 1985. Depuis une révision constitutionnelle intervenue en 2007, la dénomination « Cour d'arbitrage » est remplacée par « Cour constitutionnelle ». C'est l'article 142 de la Constitution qui consacre l'existence de la Cour constitutionnelle et jette les bases fondamentales de son statut. Dans le prolongement du texte constitutionnel, la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle (ci-après : LSCC) règle en détail les compétences, la composition, l'organisation, le fonctionnement et la procédure devant celle-ci. La loi spéciale du 6 janvier 1989 a été modifiée à plusieurs reprises, dont les dernières fois le 6 janvier 2014¹⁰¹ et le 4 avril 2014¹⁰².

La Cour constitutionnelle a pour mission essentielle de contrôler la compatibilité des

¹⁰⁰ Source : M. VERDUSSEN, *Justice constitutionnelle*, Bruxelles, Larcier, 2012, et les sources citées dans l'ouvrage ; « Le mode de composition de la Cour constitutionnelle est-il légitime ? », *Revue belge de droit constitutionnel* (R.B.D.C.), 2013, pp. 67-86 ; ID., « La Cour constitutionnelle de Belgique : une juridiction politique ? », in G. GRANDJEAN et J. WILDEMEERSCH, (dir.), *Les juges : décideurs politiques ? – Essais sur le pouvoir politique des juges dans l'exercice de leur fonction*, Bruxelles, Bruylant, 2016, pp. 325-345 ; ID., « La qualification juridique des acteurs du procès constitutionnel en Belgique », in P. Passaglia (dir.), *I rapporti tra la giurisdizione costituzionale e la dottrina/Les rapports entre la juridiction constitutionnelle et la doctrine*, Napoli, Editoriale scientifica, 2016, pp. 3-11. Sources complémentaires : interviews de Pierre Nihoul, juge à la Cour constitutionnelle, et de Anne Rassin-Roland, référendaire à la Cour constitutionnelle, tous deux professeurs à l'UCL et membres du CRECO. Je les remercie vivement pour leur collaboration. Plusieurs passages du rapport, relatifs aux aspects pratiques de l'élaboration des décisions de la Cour constitutionnelle ou à des points de vue plus personnels de membres de l'institution, sont tirés de ces deux interviews.

¹⁰¹ Voy. M. VERDUSSEN, « Cour constitutionnelle », in M. UYTENDAELE et M. VERDUSSEN (dir.), *Dictionnaire de la Sixième Réforme de l'Etat*, Bruxelles, Larcier, 2015, pp. 287-298.

¹⁰² M. VERDUSSEN, « Une nouvelle réforme en 2014 pour la Cour constitutionnelle de Belgique », in *Mélanges en hommage à Rusen Ergec*, 2016 (à paraître).

normes législatives à l'égard des règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celles-ci pour déterminer les compétences respectives de la collectivité fédérale et des collectivités fédérées, de tous les droits fondamentaux consacrés par le Titre II et par les articles 170, 172 et 191 de la Constitution et, depuis 2014, du principe de loyauté fédérale consacré par l'article 143 de la Constitution. Seules ces dispositions font partie du bloc de constitutionnalité, qui ne couvre donc pas tout le texte constitutionnel. Les normes législatives contrôlées sont adoptées par la collectivité fédérale (les lois fédérales) et par les collectivités fédérées (les décrets et ordonnances régionaux et communautaires)¹⁰³. La Cour constitutionnelle exerce donc un contrôle de constitutionnalité qui vise toutes les normes législatives, mais qui ne s'étend pas à l'ensemble du texte constitutionnel.

I. Traitement des saisines

La Cour constitutionnelle peut être saisie de deux manières : par renvoi préjudiciel et par recours en annulation. Le droit, voire l'obligation, de saisir la Cour de questions préjudicielles est réservé aux « juridictions », ce qui comprend tant les juridictions administratives – dont la section du contentieux administratif du Conseil d'État – que les juridictions judiciaires. Le droit de saisir la Cour de recours en annulation appartient à toute personne qui justifie d'un intérêt. Il s'agit des personnes physiques. Il s'agit aussi des personnes morales, tant privées (associations et sociétés commerciales) que publiques (collectivités décentralisées et organismes publics personnalisés). Le requérant doit démontrer, de manière concrète, que sa situation est susceptible d'être directement et défavorablement affectée par la norme législative attaquée, ce qui exclut toute forme d'action populaire (*actio popularis*). Sont également habilitées à introduire un recours en annulation, mais sans devoir justifier d'un intérêt, les autorités exécutives de la collectivité fédérale et des collectivités fédérées et les présidents des assemblées législatives fédérales et fédérées, à la demande de deux tiers des membres composant l'assemblée. Aucune saisine n'est possible pour l'opposition. Pour tous les requérants, le délai pour agir est le même : le recours doit être introduit dans les six mois suivant, non pas l'adoption ou l'entrée en vigueur de la norme législative attaquée, mais sa publication au *Moniteur belge*.

Quel que soit le mode de saisine, l'arrêt doit être rendu, en principe, dans les six mois du dépôt du recours en annulation ou de la réception de la décision de renvoi. Ce délai est fixé par l'article 109, alinéa 1^{er}, de la LSCC. Mais, lorsque la Cour constitutionnelle rend un arrêt de rejet au stade de la procédure préliminaire, la durée de l'instance se réduit normalement à quelques semaines. À l'expiration du délai de principe de six mois, la Cour peut estimer que

¹⁰³ Dans le présent rapport, on parle de « lois », par commodité de langage.

l'affaire n'est pas encore en état d'être jugée, ce qui est généralement le cas. L'article 109, alinéa 2, de la LSCC lui permet alors de rendre une décision motivée de prorogation du délai, « dans la mesure qui s'impose ». Cette prorogation peut être renouvelée « en cas de nécessité », étant précisé qu'en aucun cas la durée totale des prorogations ne saurait excéder six mois. La durée maximale de l'instance est donc de douze mois. Il est bien évident que l'instance se prolonge inévitablement au-delà de ce délai lorsque la Cour pose une question préjudicielle à la Cour de justice de l'Union européenne.

La démarche des juges est-elle différente selon les auteurs de saisine, le mode de saisine (renvoi préjudiciel ou recours direct) et la formulation de la saisine (générale ou précise, abstraite ou concrète, motivée ou peu motivée)¹⁰⁴ ?

Si l'on prend en compte les auteurs de la saisine, il semble que la démarche des juges soit plus conciliante à l'égard des recours introduits par les personnes physiques sans avocat qu'à l'égard des autres auteurs.

Si l'on prend en compte le mode de saisine ou la formulation de la saisine, il semble que, dans les deux cas, la Cour constitutionnelle n'entende généralement pas statuer *ultra petita*, préférant bien circonscrire le débat porté devant elle. Toutefois, son attitude semble plus rigoriste en matière de question préjudicielle. La plupart du temps, la Cour s'attache à délimiter l'hypothèse concrète dans le cadre de laquelle la question préjudicielle lui est soumise. Les arrêts rendus sur question préjudicielle témoignent de ce souci à un double endroit : d'une part, au début de l'arrêt, la Cour indique souvent comment elle aperçoit la situation concrète qui ressort de la décision de renvoi et énonce que « la Cour limite son examen à cette hypothèse » ; d'autre part, dans le dispositif, elle indique que la violation ou la non-violation est constatée dans l'hypothèse décrite en début d'arrêt. La Cour prend soin aussi de bien comprendre le raisonnement tenu par le juge *a quo*, notamment quant à l'interprétation retenue de la norme contrôlée. En effet, certains juges de renvoi n'hésitent pas à poser des questions qui ressemblent plus à des consultations juridiques sur un point de droit ou des questions qui remettent en cause une interprétation de la Cour de cassation.

Au fil de ses arrêts, particulièrement au contentieux de l'égalité et de la non-discrimination, la Cour constitutionnelle s'est aussi montrée exigeante dans la détermination du problème de constitutionnalité. C'est ainsi qu'elle rejette les requêtes en annulation qui manquent de précision. Pour satisfaire aux exigences de l'article 6 de la LSCC, les moyens de la requête doivent faire connaître, parmi les règles dont la Cour garantit le respect, celles qui

¹⁰⁴ En Belgique, la question ne se pose pas à propos du moment de la saisine (toutes les saisines étant *a posteriori*, hormis le cas très particulier du contrôle préventif sur les consultations populaires régionales), ni à propos de la nature de la saisine (qui est toujours facultative).

seraient violées ainsi que les dispositions qui violeraient ces règles et exposer en quoi ces règles auraient été transgressées par ces dispositions. Admettre une requête imprécise mettrait en péril le caractère contradictoire de la procédure, dès lors que la partie qui interviendrait pour défendre les dispositions législatives attaquées ne serait pas mise en mesure de fournir une défense utile. C'est ainsi également que, saisie d'une question préjudicielle, la Cour attend aussi du juge *a quo* une précision de la question, qui s'apparente aux exigences imposées pour la requête en annulation. Il lui revient de préciser quelle norme constitutionnelle serait violée et en quoi consisterait la violation. Au contentieux de l'égalité, le juge doit donc préciser quelle catégorie de personnes peut être comparée de manière pertinente avec la catégorie qui serait victime d'une discrimination. Il s'agit également de préserver le caractère contradictoire de la procédure devant la Cour et la possibilité, pour les parties qui souhaitent intervenir, en particulier celles qui veulent défendre la disposition en cause, de le faire efficacement.

En ce qui concerne le traitement du stock et le flux du contentieux, deux dynamiques différentes coexistent au sein de la Cour constitutionnelle.

A. UNE DYNAMIQUE DE LIMITATION DES SAISINES

Un filtrage est organisé par le Chapitre II du Titre V (art. 69 à 73) de la LSCC, à travers une procédure dite « préliminaire ». Une distinction s'impose entre les recours en annulation et les questions préjudicielles. Dans les deux cas, il s'agit de favoriser le traitement de l'affaire dans un délai raisonnable, en faisant l'économie de procès inutiles.

1) Le filtrage des recours en annulation.

Au terme de la procédure préliminaire, un recours en annulation peut être rejeté par une chambre restreinte de trois juges, soit en cas d'incompétence manifeste de la Cour, soit en cas d'irrecevabilité manifeste du recours, par exemple lorsque le délai dans lequel le recours doit être intenté est dépassé. En revanche, si le recours est manifestement non fondé, le recours sera rejeté par la Cour en formation ordinaire, c'est-à-dire par un siège de sept juges, ce qui est la règle, ou par un siège de douze juges, ce qu'on appelle « formation plénière ». Selon l'article 56, alinéa 2, de la LSCC, chacun des présidents de la Cour peut décider qu'une affaire sera traitée en formation plénière : d'une part, il peut prendre une telle décision « lorsqu'il l'estime nécessaire » ; d'autre part, les présidents doivent prendre une telle décision lorsque deux des sept juges du siège en font la demande (voy. *infra*). Toujours dans le cadre de la procédure préliminaire, c'est également à la Cour elle-même qu'il revient de déclarer le recours fondé pour inconstitutionnalité manifeste de la norme législative querellée. En revanche, si l'incompétence de la Cour, l'irrecevabilité du recours, son caractère infondé ou fondé ne sont pas manifestes, la décision est prise selon la procédure ordinaire, soit en formation limitée soit en formation plénière. S'agissant des conditions de recevabilité, on observe en pratique que le dépassement du délai de recours est généralement constaté en procédure préliminaire, tandis que l'absence d'intérêt est exceptionnellement considérée

comme manifeste.

2) Le filtrage des questions préjudicielles.

Au terme de la procédure préliminaire, la chambre restreinte rejettera la question en cas d'incompétence manifeste de la Cour ou d'irrecevabilité manifeste de la question. Quant à la Cour elle-même, elle rejettera les questions auxquelles « on doit manifestement répondre par la négative » (art. 72, al. 1^{er}), ce qui recouvre quatre hypothèses distinctes : la norme législative qui fait l'objet de la question préjudicielle a déjà été annulée ; la Cour a déjà répondu à une ou plusieurs questions préjudicielles analogues, voire identiques, dans le passé ; il n'y a manifestement pas d'inconstitutionnalité ; manifestement, la question préjudicielle n'est pas, ou n'est plus, pertinente, en ce qu'elle ne présente pas la moindre utilité pour la solution du litige devant la juridiction de renvoi. Ici aussi, la Cour peut constater l'inconstitutionnalité manifeste de la norme législative querellée.

Précisons que les autres juridictions, qui sont potentiellement pourvoyeuses de questions préjudicielles à la Cour constitutionnelle, disposent de moyens visant, là aussi, à éviter des procès inutiles. Ces moyens sont plus efficaces encore, puisqu'ils empêchent toute saisine de la Cour. En principe, quand une partie soulève une question préjudicielle devant une juridiction, celle-ci doit demander aux juges constitutionnels de statuer sur cette question, en vertu de l'article 26, § 2, alinéa 1^{er}, de la LSCC. Cette obligation n'est pas pour autant absolue, étant relativisée par l'une ou l'autre exception – des « clauses échappatoires » en quelque sorte –, qui sont énumérées par l'article 26, § 2, alinéas 2 et 3, de la LSCC. Toutes les juridictions peuvent s'opposer au renvoi préjudiciel lorsque la Cour a déjà statué sur une question ou un recours ayant un objet identique. Le même refus peut être opposé lorsque l'affaire ne peut être examinée par ladite juridiction pour des motifs d'incompétence ou de non-recevabilité et à la condition que ces motifs soient tirés de normes ne faisant pas elle-même l'objet de la demande de question préjudicielle. Deux autres « clauses échappatoires » sont prévues, mais elles ne sont pas accessibles à la Cour de cassation et au Conseil d'État (section du contentieux administratif) : lorsque la norme législative ne viole manifestement pas la Constitution et lorsque la réponse à la question préjudicielle n'est pas indispensable pour rendre la décision. Le traitement différent réservé aux deux juridictions supérieures a été justifié par le souci de permettre aux justiciables confrontés à un usage abusif de clauses échappatoires de pouvoir, en dernière instance, forcer la voie vers le prétoire de la Cour constitutionnelle, à tout le moins pour les deux clauses dont les juges peuvent le plus facilement abuser. On ajoutera, dans le souci d'être complet, que des dispositions particulières sont prévues, d'une part, pour les juridictions qui statuent sur une demande « urgente » et dont « le prononcé au sujet de cette demande n'a qu'un caractère provisoire » ou qui statuent « au cours d'une procédure d'appréciation du maintien de la détention préventive » (art. 26, § 3, de la LSCC) et, d'autre part, pour toutes les juridictions en cas de concours de droits fondamentaux, c'est-à-dire lorsqu'il est invoqué devant une juridiction qu'une loi viole un droit fondamental garanti de manière totalement ou partiellement analogue par une

disposition du Titre II de la Constitution ainsi que par une disposition de droit européen ou de droit international (art. 26, § 4, de la LSCC).

B. UNE DYNAMIQUE D'EXTENSION DES SAISINES

L'extension des saisines concerne tout autant les normes contrôlées que les normes de contrôle.

1) Une extension des normes contrôlées

La Cour constitutionnelle accepte d'exercer un contrôle à l'égard des lois spéciales, des décrets spéciaux et des ordonnances spéciales, toutes normes qui exigent une ou des majorités renforcées. Elle accepte également d'exercer un contrôle à l'égard de catégories particulières de normes législatives, telles les normes législatives formelles (naturalisation, budget, assentiment aux traités internationaux...) ou encore les normes législatives transposant des directives européennes. La Cour constitutionnelle étend son contrôle aux normes équipollentes aux normes législatives, tels les arrêtés-lois de guerre.

Elle connaît même des lacunes législatives inconstitutionnelles. Une lacune législative est inconstitutionnelle lorsqu'en réglant un domaine de sa compétence, le législateur crée ou révèle une lacune susceptible de heurter un ou plusieurs droits fondamentaux et, tout spécialement, le principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination. En adoptant la norme, le législateur a, délibérément ou négligemment, circonscrit le champ d'application de cette norme en « excluant » une ou plusieurs catégories de personnes, pourtant comparables aux destinataires de celle-ci.

2) Une extension des normes de contrôle

La Cour constitutionnelle exerce un contrôle qui ne s'étend pas à l'ensemble du texte constitutionnel (voy. *supra*). Pourtant, les juges constitutionnels ont fait preuve d'imagination pour élargir le bloc de constitutionnalité et, partant, pour étendre leur contrôle au-delà des limites qui leur étaient formellement imparties, succombant ainsi à une tentation « totalitaire »¹⁰⁵ ou « boulimique »¹⁰⁶.

L'exemple le plus paradigmatique concerne l'intégration des normes internationales dans le bloc de constitutionnalité que la Cour constitutionnelle réalise par la mise en œuvre de deux méthodes jurisprudentielles.

¹⁰⁵ P. MARTENS, « Le métier de juge constitutionnel », in *La saisine du juge constitutionnel – Aspects de droit comparé*, Bruxelles, Bruylant, 1998, p. 34.

¹⁰⁶ J.-C. SCHOLSEM, « La Cour d'arbitrage », *Rev. dr. ULB*, 1999, n° 20, p. 237.

La méthode conciliatoire. La Cour constitutionnelle considère que lorsqu'est invoqué devant elle un droit fondamental reconnu par la Constitution, mais qui est analogue à un droit fondamental reconnu par un traité international – situation qualifiée de « concours de droits fondamentaux » (voir *supra*) –, il lui revient de mener une approche que nous qualifions de « conciliatoire ». Selon la Cour, dans un tel cas de figure, « les garanties consacrées par [la] disposition conventionnelle constituent un ensemble indissociable avec les garanties inscrites dans [la disposition constitutionnelle] en cause », de telle sorte que lorsqu'est alléguée la violation d'une disposition constitutionnelle, « la Cour tient compte, dans son examen, des dispositions de droit international qui garantissent des droits ou libertés analogues »¹⁰⁷. Cette méthode, que la Cour qualifie de méthode « du tout indissociable », traduit une vision plus circulaire, et moins hiérarchisée, des droits fondamentaux. Si la méthode peut être appliquée à partir de n'importe quel traité international, force est de constater que la Cour marque une nette prédilection pour la Convention européenne des droits de l'homme et la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

La méthode combinatoire. Lorsque la Cour constitutionnelle est saisie d'un recours en annulation ou d'une question préjudicielle à propos d'une loi qui viole un droit fondamental reconnu par un traité international, elle accepte d'en connaître si l'atteinte à ce droit fondamental crée une différence de traitement entre deux catégories de personnes ou de situations, ce qui est généralement le cas. Elle considère, en effet, qu'une atteinte à un droit international, si elle est discriminatoire, est constitutive d'une violation des articles 10 et 11 de la Constitution, sièges du principe d'égalité et de non-discrimination. Ce faisant, elle rattache la violation du droit international au principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination. Pour ce faire, elle a pu trouver dans la Constitution une disposition qui contribue à la légitimité de ce mode de raisonnement : l'article 11 de la Constitution dispose, dans sa première phrase, que « la jouissance des droits et libertés reconnus aux Belges doit être assurée sans discrimination ». Plus d'une fois, la Cour constitutionnelle a ainsi été amenée à intégrer les dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme et de la Charte de l'Union dans l'exercice du contrôle d'égalité, ce qui est une manière de compenser la pauvreté et l'obsolescence du catalogue constitutionnel de droits fondamentaux.

3) Une extension des moyens d'annulation

Un moyen d'office peut être soulevé au terme de l'instruction de l'affaire, auquel cas les juges décident, par ordonnance, que l'affaire ne peut être déclarée en état et ils invitent les parties à faire connaître leur point de vue sur ce moyen dans un mémoire complémentaire à introduire dans un délai qu'elle détermine (art. 90 de la LSCC). Un moyen d'office peut aussi

¹⁰⁷ C.C., arrêt n° 136/2004 du 22 juillet 2004 (jurisprudence constante).

être soulevé après l'audience, ce qui nécessite alors une réouverture des débats (art. 107 de la LSCC). En pratique, les moyens d'office sont exceptionnels.

II. Organisation et fonctionnement de la juridiction

A. LA COMPOSITION DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE

La Cour constitutionnelle est composée de douze juges. Si elle tient son existence de l'article 142 de la Constitution, ce dernier ne comporte, en revanche, aucune disposition sur celles et ceux qui la composent. La composition de l'institution est réglée par les articles 31 à 34 de la LSCC, qui définissent la procédure à suivre pour les nominations et subordonnent celles-ci à une condition individuelle et à un certain nombre d'équilibres collectifs.

Pour accéder à la Cour constitutionnelle en qualité de juge, il convient d'être âgé de 40 ans accomplis. Les autres conditions individuelles sont liées aux équilibres collectifs que le législateur spécial a voulu imprimer à la composition de la Cour constitutionnelle. Ces équilibres résultent de règles procédurales ou institutionnelles qui, pour certaines, sont formellement posées par le législateur et, pour d'autres, s'inscrivent en marge de la loi.

- Les juges constitutionnels sont nommés par le Roi parmi des candidats présentés alternativement par la Chambre des représentants et par le Sénat, à la majorité des deux tiers des suffrages. La nomination par arrêté royal se comprend aisément puisque tous les juges en Belgique, ceux des cours et tribunaux comme ceux du Conseil d'État, sont nommés de cette manière. Le fait que leur nomination soit subordonnée à une présentation à la majorité qualifiée des deux tiers suppose l'existence, autour de leur nom, d'un consensus qui transcende tout autant le clivage majorité-opposition que la division en groupes linguistiques. Quant au principe même d'une présentation de candidats par les assemblées parlementaires, il procède d'une préoccupation qui est partagée par la plupart des États du modèle européen de justice constitutionnelle : « les contrôlés doivent avoir le sentiment qu'ils sont associés à la désignation des contrôleurs »¹⁰⁸.

- Les nominations doivent prendre en compte une exigence de parité linguistique : autant de juges d'expression française que de juges d'expression néerlandaise. Cette règle découle du caractère bipolaire de l'État fédéral belge, où les intérêts des communautés et régions se cristallisent autour d'une profonde ligne de fracture entre un pôle francophone et un pôle flamand¹⁰⁹. L'aménagement juridique de l'État fédéral belge porte la marque de cette

¹⁰⁸ L. FAVOREU, « La légitimité du juge constitutionnel », *R.I.D.C.*, 1994, p. 577.

¹⁰⁹ M. VERDUSSEN, « La Belgique. Un fédéralisme bipolaire mû par une dynamique de dissociation », in M. SEYMOUR et G. LAFOREST (dir.), *Le fédéralisme multinational – Un modèle viable ?*, Peter Lang, 2011, pp. 211-

bipolarité, les institutions fédérales étant organisées en fonction de celle-ci.

- Les nominations doivent prendre en compte une exigence de parité socioprofessionnelle : autant d'anciens parlementaires que de juristes. Six juges sont des juristes de profession. Six juges sont d'anciens parlementaires. Ils peuvent être juristes de formation, mais le législateur ne l'impose pas. La présence d'anciens parlementaires au sein de la Cour constitutionnelle ne constitue pas une spécificité de la justice constitutionnelle belge. L'originalité consiste en ce que, d'une part, est imposée une représentation parlementaire à concurrence de la moitié du nombre des juges et, d'autre part, aucune qualification juridique n'est requise pour être nommé en qualité d'ancien parlementaire.

- Les six juristes professionnels doivent être issus du sérail : ils sont nommés parmi les candidats qui ont occupé une fonction de magistrat à la Cour de cassation ou au Conseil d'État, de référendaire à la Cour constitutionnelle ou de professeur d'université.

- Les sièges de juge constitutionnel sont répartis proportionnellement entre les partis politiques les plus représentatifs.

- La Cour constitutionnelle est composée de juges de sexe différent.

De la composition actuelle de la Cour constitutionnelle, il ressort que la moyenne d'âge des juges constitutionnels est d'environ 60 ans (calculé à la date du 31 décembre 2016). Le plus jeune des juges actuels a été nommé à l'âge de 48 ans. La Cour constitutionnelle compte deux femmes. Sur les six juges anciens parlementaires, cinq sont licenciés en droit, dont quatre ont pratiqué la profession d'avocat (respectivement pendant 6, 25, 29 et 30 ans). Le sixième est agrégé de l'enseignement secondaire inférieur. Sur les six juges juristes de profession, deux ont occupé précédemment la fonction de référendaire et trois ont été conseillers d'État. Tous les juges relevant de cette catégorie ont occupé, ou occupent encore, des charges d'enseignement universitaire.

On ajoutera qu'en vertu de l'article 32, alinéa 1^{er}, de la LSCC, les juges constitutionnels sont nommés à vie. La loi du 6 janvier 1989 relative aux traitements et pensions des juges, des référendaires et des greffiers de la Cour constitutionnelle précise, en son article 4, alinéa 1^{er}, que les juges « sont mis à la retraite lorsqu'une infirmité grave et permanente ne leur permet plus de remplir convenablement leurs fonctions ou lorsqu'ils ont atteint l'âge de septante ans ».

L'origine des juges a-t-elle un impact sur la rédaction de la décision ? Selon le juge Pierre Nihoul (interview), il faut distinguer le stade de la rédaction du projet d'arrêt et le stade du délibéré.

Au stade de la rédaction du projet d'arrêt, l'origine des juges a pratiquement peu

d'impact dès lors que l'avant-projet est rédigé essentiellement par les référendaires et que le couple de juges-rapporteurs associe le plus souvent un juge du sérail et un ancien parlementaire. Il est vrai cependant que, lorsque les deux présidents (qui ne sont jamais juges-rapporteurs, mais siègent dans toutes les affaires) sont issus du sérail, il y a un couple de juges anciens parlementaires.

Au stade du délibéré, l'origine des juges a là un certain impact sur la rédaction de l'arrêt, et ce à quatre niveaux :

- la pédagogie de l'arrêt : les universitaires et les anciens conseillers d'État prêtent une attention particulière à cet aspect, ce qui est moins le cas des anciens membres de la Cour de cassation et des juges anciens parlementaires ;
- la structure logique et la cohérence de l'arrêt : ici aussi, la différence se marque entre les juges du sérail et les juges anciens parlementaires, dans la mesure où, pour ces derniers, c'est la décision qui compte, moins les motifs ;
- la cohérence de la jurisprudence : les juges du sérail y sont plus attentifs que les juges anciens parlementaires, quoique, lorsqu'il s'agit de trouver des solutions *ad hoc* qui s'écartent de la jurisprudence, les juges du sérail sont particulièrement imaginatifs ;
- l'influence du droit international et surtout du droit de l'Union européenne : cette partie du droit est moins connue et plus contestée par les juges anciens parlementaires.

S'agissant d'une juridiction constitutionnelle composée selon une double parité, à la fois linguistique et socioprofessionnelle (voy. *supra*), le délibéré est une étape cruciale dans la prise de décision, car il permet aux juges de mener entre eux un dialogue approfondi avec comme objectif de trouver une solution par consensus (sur le délibéré, voy. *infra*).

B. LE STATUT DES JUGES CONSTITUTIONNELS

Comme l'écrit Pierre Nihoul, juge à la Cour constitutionnelle, chaque juge doit être « inaccessible à toute ingérence ou pression interne ou externe », de manière à pouvoir « décider librement, cette liberté étant celle d'apprécier sans contrainte les faits qui lui sont soumis et d'interpréter sans entraves la norme qu'il est tenu d'appliquer en l'espèce »¹¹⁰. Plusieurs règles contenues par la LSCC contribuent à garantir l'indépendance et l'impartialité des juges. La récusation est prévue par les articles 101 et 102 de la LSCC, notamment pour

¹¹⁰ P. NIHOUL, « Les relations entre la Cour constitutionnelle belge et les autres pouvoirs. Indépendance et influence », *Constitutions – Revue de droit constitutionnel appliqué*, 2012, pp. 528-529. Sur les exigences d'indépendance et d'impartialité en général, voy., du même auteur, « L'indépendance et l'impartialité du juge », *Ann. dr. Louvain*, 2011, pp. 201-263.

cause de suspicion légitime.

Quel regard les juges constitutionnels portent-ils sur leur statut organique ? Selon Pierre Nihoul (interview), les juges de la Cour constitutionnelle disposent des mêmes garanties que les magistrats des autres ordres juridictionnels. Pas plus pas moins. A une seule exception, qui concerne également les conseillers d'État : l'absence de droit de regard du Conseil supérieur de la justice. Le statut organique est jugé favorablement par les juges.

C. LES COLLABORATEURS DES JUGES CONSTITUTIONNELS

Conformément aux articles 35 à 39 de la LSCC, la Cour constitutionnelle bénéficie de l'assistance juridique de référendaires. Ils sont actuellement au nombre de dix-huit (dont un est toutefois détaché auprès de la Cour de justice de l'Union européenne comme référendaire). Dans le respect de la parité linguistique, la moitié est d'expression française et l'autre moitié d'expression néerlandaise. Ils sont recrutés sur la base d'un concours de recrutement et d'un examen d'aptitude linguistique.

Le contenu précis de la fonction de référendaire n'est pas défini par la LSCC. Chacun des douze juges constitutionnels se voit octroyer la collaboration d'un ou de plusieurs référendaires, qui agissent sous son autorité. Un référendaire peut rester attaché à « son » juge jusqu'à la retraite de celui-ci ou, à un moment, être rattaché à un autre juge. La LSCC ne pose à cet égard aucune exigence. Au sein de la Commission des Affaires institutionnelles du Sénat, il a été observé en 2002 que les référendaires « ne sont investis d'aucune compétence légale spécifique et individuelle », de telle sorte que « contrairement aux auditeurs du Conseil d'État, par exemple, ils ne rédigent pas de rapport en leur nom propre »¹¹¹. En quoi consiste alors leur collaboration ? Ils procurent à la Cour constitutionnelle et à ses juges une assistance juridique. « Le travail du référendaire dépend de la personnalité et des connaissances du juge qu'il assiste ainsi que de la confiance que le juge porte au référendaire qui lui est affecté. Tout dépend donc du juge et du référendaire. D'une façon générale, le référendaire travaille à la confection des rapports, à la rédaction de notes de synthèse ou de recherches approfondies, à l'élaboration même des projets d'arrêt et à la rédaction d'amendements »¹¹². La compétence des référendaires est générale : ils « n'ont jamais formulé le souhait d'être cantonnés dans une branche précise du droit, même si certains portent un intérêt particulier à l'une ou l'autre de ces disciplines »¹¹³. On ajoutera que « les référendaires ne participent pas aux délibérations des juges », mais que « toutes les pièces – requête ou décision de renvoi, mémoires, projets

¹¹¹ *Doc. parl.*, Sénat, sess. ord. 2002-2003, n° 2-897/6, p. 247.

¹¹² M. MELCHIOR et C. COURTOY, « L'organisation et la procédure de la Cour d'arbitrage de Belgique », *Adm. Publ.*, 1998, p. 87.

¹¹³ *Ibid.*, p. 88.

d'arrêt, amendements, etc. – leur sont systématiquement communiquées »¹¹⁴. Par ailleurs, « une partie non négligeable du travail de certains référendaires consiste à dialoguer avec le juge qu'ils assistent »¹¹⁵. On le voit, la fonction de référendaire a une « nature ambivalente », puisqu'elle « consiste à participer à la fonction juridictionnelle sans être juge »¹¹⁶.

Quel regard les référendaires portent-ils sur leur rôle dans la prise de décision ? Anne Rassin-Roland (interview) met en évidence plusieurs aspects de ce rôle.

Les référendaires interviennent en amont dans la préparation des arrêts. Ils sont, en effet, chargés de préparer les projets d'arrêt à l'intention de leur(s) juge(s), lorsque ce juge est le premier rapporteur dans une affaire¹¹⁷. Ils sont donc les premiers à prendre connaissance des pièces de la procédure et à les synthétiser (partie A de l'arrêt), à préparer le dossier de documentation et à rédiger le projet d'arrêt dans sa partie B. Ils ont bien sûr des contacts réguliers avec le juge-rapporteur à qui revient l'affaire. Cette concertation permet souvent de dégager une orientation, avant de rédiger le projet. Elle conduit parfois à envisager plusieurs pistes, qui seront concrétisées dans le projet sous la forme de variantes. Certains référendaires rédigent d'office plusieurs variantes dans leur projet, ce qui permet au juge-rapporteur de choisir. Ce dernier décide parfois de n'en soumettre que certaines à la Cour. Les référendaires sont bien conscients qu'ils n'ont de rôle dans la prise de décision que par l'intermédiaire du juge-rapporteur ou, à l'occasion, par l'intermédiaire d'autres juges qui leur demandent un avis suite à des publications, des notes ou des projets déjà déposés.

Les rapports entre juges et référendaires ont quelque peu évolué suite à l'extension du cadre des référendaires en 2003. Dans un premier temps, chaque juge travaillait de manière assez exclusive avec « son » référendaire. L'accroissement de la charge de travail a conduit la Cour constitutionnelle à engager de nouveaux référendaires. Le lien entre le juge et son référendaire a été maintenu, mais ce dernier n'a plus traité l'exclusivité des affaires de son juge, mais deux tiers de ces affaires. Les nouveaux référendaires ont été amenés à travailler pour deux juges et à traiter pour ces deux juges le tiers restant. Telle est actuellement la manière de répartir les affaires entre les neuf référendaires d'expression néerlandaise. Parmi les huit référendaires d'expression française, six travaillent à titre principal pour un juge et,

¹¹⁴ *Id.*

¹¹⁵ A. RASSON-ROLAND, « Les méthodes de travail des juridictions constitutionnelles. Belgique », *A.I.J.C.*, 1992, vol. VIII, pp. 220-221.

¹¹⁶ M. JOASSART, « La valorisation du statut des référendaires de la Cour d'arbitrage », in A. RASSON-ROLAND, D. RENDERS et M. VERDUSSEN (dir.), *La Cour d'arbitrage vingt ans après – Analyse des dernières réformes*, Bruxelles, Bruylant, 2004, p. 76.

¹¹⁷ C'est la langue de la procédure qui détermine quel juge, dans le couple de juges-rapporteurs, est premier rapporteur.

très sporadiquement pour un autre juge, et deux sont des référendaires « partagés » entre trois juges. Pour tous les référendaires, la répartition du travail se fait suivant une grille préétablie ; il n'est donc pas possible de « choisir » ses affaires. La loi spéciale prévoit d'ailleurs également pour les juges une répartition aléatoire des affaires. La collaboration de référendaires avec plusieurs juges a contribué à faire circuler davantage les idées au sein de la Cour, certains juges n'hésitant pas à demander de temps à autre un avis à un référendaire dans l'un ou l'autre dossier.

Les référendaires doivent aussi examiner, pour leur juge, les projets élaborés par l'autre juge-rapporteur. Ils consultent le dossier de documentation, modifient, le cas échéant, le projet A ou le projet B ou proposent des variantes. Il peut arriver qu'ils conseillent au juge deuxième rapporteur de ne pas cosigner le projet parce qu'une autre orientation leur semble devoir être privilégiée. Ils devront alors préparer avec leur juge des amendements ou un projet alternatif dans le courant du délibéré. Comme pour les dossiers qui leur sont confiés en première ligne, les référendaires n'ont qu'un pouvoir d'influence. C'est le juge-rapporteur qui décide *in fine* de l'orientation qui sera prise et nombreux sont les juges qui modifient sur un point ou l'autre le projet d'arrêt préparé par le référendaire. La rédaction des projets d'arrêt est souvent un travail de co-écriture.

D. LES FORMATIONS DE JUGEMENT AU SEIN DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE

La Cour constitutionnelle siège soit en formation de sept juges, soit en formation plénière de douze (ou dix) juges. Le premier scénario a été conçu par le législateur comme étant le principe, tandis que le second ne devait être utilisé qu'exceptionnellement. Pourtant, de plus en plus, la pratique dément les prévisions du législateur. Des statistiques dressées dans le *Rapport annuel 2011* de la Cour constitutionnelle, il ressort même que, sur 201 arrêts, 97 arrêts ont été rendus par un siège de sept juges, 97 en formation plénière et 7 en chambre restreinte. Mieux encore, pour 2014, sur 191 arrêts, 79 arrêts ont été rendus par un siège de sept juges, 103 en formation plénière et 9 en chambre restreinte.

La tendance au renvoi en formation plénière s'explique sans doute, en grande partie, par le fait que de plus en plus d'affaires révèlent un clivage entre les juges francophones et les juges flamands. Toutefois, il s'agit là d'une hypothèse qu'il est difficile de vérifier scientifiquement, dans la mesure où les décisions de renvoi en formation plénière ne sont pas motivées.

Lorsqu'elle siège en formation limitée, la Cour constitutionnelle est composée de sept juges : trois juges d'expression française, trois juges d'expression néerlandaise et le président. Parmi les sept juges, deux au moins doivent répondre aux conditions fixées à l'article 34, § 1^{er}, 1^o, de la LSCC (juristes de profession) et deux au moins doivent répondre à la condition fixée à l'article 34, § 1^{er}, 2^o, de la LSCC (anciens parlementaires). Les articles 58 à 60 de la LSCC organisent un processus de désignation des juges qui, non seulement permet de rencontrer cette exigence, mais qui, en outre, empêche les présidents de constituer librement

le siège de chaque affaire. C'est en fonction du nombre d'affaires qui arrivent à la Cour et de l'ordre de leur réception que la composition des différents sièges est déterminée.

Lorsqu'elle siège en formation plénière, c'est l'article 56, alinéa 2, de la LSCC qui trouve à s'appliquer. Normalement, une telle formation compte douze juges. Il peut cependant advenir qu'un des douze juges soit légitimement empêché de siéger dans l'affaire ou que la composition de la Cour constitutionnelle ne soit pas complète, par exemple à la suite du décès ou de la démission d'un de ses membres. Dans ce cas, un des juges de l'autre groupe linguistique – le groupe linguistique le plus nombreux – doit s'abstenir de participer à l'affaire. Il s'agira du juge nommé le plus récemment ou, le cas échéant, du juge le plus jeune. En effet, quand elle siège en formation plénière, la Cour ne peut statuer que si au moins dix juges et autant de juges d'expression française que de juges d'expression néerlandaise sont présents. Selon l'article 56, alinéa 1^{er}, de la LSCC, la Cour se réunit en séance plénière pour prendre un certain nombre de décisions, listées par le législateur : il s'agit soit de décisions qui relèvent de l'administration interne de l'institution et de ses membres, soit de décisions de nature procédurale, comme la jonction de deux affaires connexes. Selon l'article 56, alinéa 2, de la LSCC, la Cour se réunit également en séance plénière chaque fois qu'un des deux présidents le décide : il peut prendre une telle décision « lorsqu'il l'estime nécessaire » ; les présidents doivent prendre cette décision lorsque deux des sept juges du siège en font la demande.

Les interviews révèlent que la décision de soumettre une affaire en formation plénière est généralement justifiée par trois circonstances. D'une part, la Cour est encline à traiter dans la plus stricte parité linguistique les affaires susceptibles de générer un désaccord, voire des tensions, entre les deux groupes linguistiques ou d'avoir des conséquences sur la structure institutionnelle de l'État. D'autre part, la même sagesse incite la Cour à siéger au complet pour traiter les affaires importantes, c'est-à-dire des affaires qui pourraient impliquer une orientation ou une réorientation jurisprudentielle significative ou des affaires qui ont trait à des enjeux sociétaux importants ou qui ont fait l'objet d'un débat important dans la société, dans les médias ou dans les assemblées. Enfin, lors de la mise en état des affaires, la Cour décide de prendre l'affaire en formation plénière lorsqu'il apparaît déjà que l'affaire est sujette à des divergences de vue.

III. Procédure

Dans la LSCC, un Titre V est intitulé : « Procédure devant la Cour constitutionnelle ». Il est divisé en neuf chapitres et regroupe les articles 67 à 122. Toute saisine de la Cour constitutionnelle déclenche un processus séquentiel, depuis son inscription au rôle jusqu'au prononcé de l'arrêt. Lorsque cette progression n'est pas interrompue par un filtrage opérant au stade préliminaire, la principale étape de la procédure est celle de l'instruction de l'affaire, qui comprend l'échange de mémoires entre les parties (voy. *infra*). Au terme de l'instruction et si la Cour considère que l'affaire est en état, une audience peut être tenue, aux conditions et

selon les modalités fixées aux articles 90 et 103 à 106 de la LSCC.

A. PROCÉDURE ET ÉQUITÉ

De manière générale, la procédure devant la Cour constitutionnelle est réglée (par le législateur) et menée (par les juges) de manière très respectueuse des garanties du procès équitable (sur la motivation des décisions, voy. *infra*). C'est ainsi que, dans l'interprétation des dispositions procédurales de la LSCC, notamment des dispositions sur les échanges de mémoires, et, plus généralement, dans l'appréciation du respect du principe du contradictoire des débats, la Cour « fait preuve d'une certaine souplesse », en s'attachant à vérifier « si la partie a eu *in concreto* la possibilité de s'expliquer, de répondre ou de répliquer »¹¹⁸.

On relèvera toutefois que la Cour constitutionnelle ne compte pas en son sein un auditorat. Une fois que les parties ont échangé leurs mémoires, elles ne bénéficient d'aucune réaction extérieure, ce qui les prive de la possibilité de rectifier, de nuancer ou d'approfondir, à tout le moins par écrit, certains éléments de leur argumentation. Devant le Conseil d'État, les parties peuvent, à la suite du rapport de l'auditorat, établir un dernier mémoire et préparer l'audience en conséquence. Il n'en est pas ainsi devant la Cour constitutionnelle où, hormis l'hypothèse assez rare de questions complémentaires posées dans l'ordonnance de mise en état ou de mesures d'instruction, la première réaction extérieure est celle des juges rapporteurs au moment même de l'audience.

B. PROCÉDURE ET COLLÉGIALITÉ

Quel rôle la collégialité joue-t-elle dans le cours de la procédure devant la Cour constitutionnelle, que ce soit avant, pendant ou après le délibéré ? Pierre Nihoul (interview) distingue les trois temporalités.

1) Avant le délibéré.

Jusqu'au dépôt des derniers mémoires, la collégialité ne joue qu'à l'égard du déclenchement éventuel de la procédure préliminaire. Celle-ci ne peut en effet être mise en route que moyennant, d'abord, l'accord des deux juges rapporteurs et, ensuite, de la formation restreinte idoine. Après le dépôt des derniers mémoires, la collégialité est de mise pour la rédaction du projet d'arrêt. Celui-ci, rédigé par le premier juge rapporteur et son référendaire, est en effet soumis pour concertation et co-signature au second juge rapporteur et à son référendaire. Il arrive également que les juges rapporteurs ou leurs référendaires prennent

¹¹⁸ A. ALEN, J. DELRUELLE et P. MARTENS, « Rapport belge sur les modes de décision du juge constitutionnel », *R.B.D.C.*, 2004, p. 338.

conseil auprès de certains collègues mais ce n'est pas la pratique habituelle.

2) Pendant le délibéré.

Lors de la mise en état, la Cour décide de l'ampleur de la collégialité en retenant un siège restreint ou plénier. Lors de la discussion du projet d'arrêt, la collégialité au sein du siège retenu prend toute son ampleur. Elle se marque par des interventions orales, des amendements formels ou de fond ou par la rédaction de parties alternatives, voire de projets alternatifs, accompagnés de notes. Informellement, des contacts peuvent aussi se nouer à l'occasion de contacts en-dehors de la salle de délibéré.

3) Après le délibéré.

La collégialité n'est plus de mise au sein de la formation de jugement sauf si l'un des membres demande une réouverture du délibéré, ce qui est exceptionnel et n'est admis que moyennant l'unanimité des membres du siège. Elle est encore présente auprès des juges rapporteurs qui vérifient la concordance des deux versions linguistiques de l'arrêt, ce qui peut aussi conduire à une réouverture du délibéré en cas de divergences de vues non aplanies par concertation entre ces deux juges, mais c'est là tout à fait exceptionnel.

C. PROCÉDURE ET TEMPORALITÉ

Des délais de rigueur sont imposés par la LSCC pour les échanges de mémoires, de telle sorte que la durée de l'instruction de l'affaire est, en partie, tributaire de l'écoulement de ces délais.

IV. Contrôle

A. LE CONTRÔLE DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE EST-IL ABSTRAIT OU CONCRET ?¹¹⁹

Le contrôle préjudiciel de constitutionnalité revêt un caractère concret lorsque l'examen de la question de constitutionnalité conduit la juridiction constitutionnelle à contrôler, non pas la norme comme telle, en ce qu'elle a vocation à s'appliquer à toutes les situations qu'elle appréhende abstraitement, mais la norme en tant qu'elle s'applique à une situation particulière, celle à laquelle est confrontée la juridiction de renvoi. Il importe peu, à cet égard, que, dans l'espèce litigieuse, l'application de la norme soit envisagée à l'égard d'une catégorie de destinataires ou d'un destinataire déterminé. Dans tous les cas, ce n'est

¹¹⁹ Voy. M. VERDUSSEN, « La Cour constitutionnelle belge exerce-t-elle un contrôle concret ? », *A.I.J.C.*, 2014, pp. 19-23.

donc pas la norme qui est contrôlée, c'est la norme en situation. Dans tous les cas, c'est la mise en situation de la norme qui conduit la juridiction constitutionnelle à moduler son jugement de constitutionnalité. Par souci de pragmatisme, les juridictions belges se privent de moins en moins de poser des questions contextualisées. Animée de la même volonté d'efficacité, la Cour constitutionnelle met un point d'honneur à apporter à la juridiction la réponse qu'elle attend : à question circonstanciée, réponse circonstanciée. Plutôt que de condamner la norme législative comme telle, la Cour censure l'inconstitutionnalité de cette norme en tant qu'elle s'applique à une situation précise, celle à laquelle est confrontée la juridiction de renvoi. Le développement de ces questions préjudicielles contextualisées et du contrôle ciblé qu'elles génèrent témoigne d'une volonté de plus en plus affirmée des juridictions de renvoi et de la Cour constitutionnelle, non seulement de révéler toutes les virtualités du mécanisme de renvoi préjudiciel, mais aussi de protéger le plus efficacement possible les droits fondamentaux des citoyens.

B. QUEL EST L'IMPACT DU CONTRÔLE DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE ?

En vertu de l'article 116 de la LSCC, tout arrêt de la Cour constitutionnelle est « définitif et sans recours ». Cette disposition emporte trois conséquences, qui résultent de ce que l'affaire est tranchée par une autorité juridictionnelle, ce qui procure à l'arrêt rendu par celle-ci l'efficacité d'une décision de justice. Tout d'abord, une décision définitive « épuise la juridiction du juge », selon les termes de l'article 19 du Code judiciaire, sur le litige dont il était saisi. L'œuvre accomplie par le juge revêt une force décisive. Ce qui a été jugé a la *valeur de la chose décidée*. Ensuite, le caractère définitif de la décision juridictionnelle lui vaut une autorité particulière, celle de s'imposer comme vérité légale (en l'occurrence constitutionnelle). Elle confère à l'œuvre du juge une force probante : ce qu'il a décidé a l'*autorité de la chose jugée*. Précisons que cette autorité ne se limite pas au dispositif, mais s'étend aux motifs qui en constituent le soutènement nécessaire (*ratio decidendi*). Enfin, n'étant susceptible d'aucun recours dans l'ordre interne, la décision juridictionnelle jouit de la *force de la chose jugée*.

Encore convient-il de déterminer avec précision les effets des arrêts rendus par la Cour constitutionnelle.

S'agissant des arrêts rendus sur recours en annulation, on distingue les arrêts de rejet et les arrêts d'annulation.

Concernant les arrêts de rejet, l'article 9, § 2, de la LSCC dispose qu'ils « sont obligatoires pour les juridictions en ce qui concerne les questions de droit tranchées par ces arrêts ». En réalité, il n'en est rien. L'article 9, § 2, doit être lu en concordance avec l'article 26, § 2, alinéa 2, 2^o, de la LSCC, qui permet à toute juridiction de ne pas accéder à une demande de renvoi préjudiciel « lorsque la Cour constitutionnelle a déjà statué sur une question ou un recours ayant un objet identique ». Il ne s'agit là que d'une faculté reconnue aux juridictions. La juridiction saisie d'une demande de question préjudicielle ayant un objet

identique à une question de droit précédemment tranchée par la Cour dans un arrêt de rejet demeure libre de réinterroger cette dernière.

Concernant les arrêts d'annulation, l'article 9, § 1^{er}, de la LSCC dispose qu'ils sont revêtus de l'autorité absolue de chose jugée. Il en est ainsi à partir de leur publication au *Moniteur belge*. Aucun délai de publication n'est cependant fixé par le législateur spécial. Non seulement, les arrêts d'annulation valent *erga omnes*, mais l'anéantissement de la norme législative qu'ils emportent opère *ex tunc* ou, pour le dire autrement, *ab initio*. En clair, la disparition de la norme est générale et rétroactive. La disparition de la norme est générale en ce qu'elle vaut à l'égard de tous : tant les particuliers que les autorités publiques, quelles qu'elles soient, ne sont plus en mesure de se voir imposer la norme annulée, ni de l'exécuter ou de l'appliquer. En cela, l'annulation se confond avec l'abrogation. La disparition de la norme est rétroactive en ce qu'elle remonte au jour de son adoption, ce qui se justifie par le caractère originel du vice d'inconstitutionnalité fondant l'annulation qui, par la force des choses, a donc une portée déclarative. La norme législative n'existe plus et est censée n'avoir jamais existé. En cela, l'annulation se distingue de l'abrogation.

S'agissant des arrêts rendus sur question préjudicielle, l'autorité de la chose jugée dont ils sont revêtus est une autorité relative : elle est limitée au seul procès qui a donné lieu au renvoi de la question. L'arrêt de réponse ne vaut qu'*inter partes*. Il constate et déclare la validité ou l'invalidité de la norme législative faisant l'objet de la question posée, dans les limites établies par cette dernière. Si la norme législative est déclarée inconstitutionnelle, l'arrêt n'entraîne pas, par lui-même, la disparition rétroactive de cette norme. En revanche, il ouvre un nouveau délai de six mois pour l'introduction d'un recours en annulation qui doit normalement conduire la Cour à la faire disparaître de l'ordre juridique. Il s'agit là, à n'en point douter, d'une marque singulière du système belge des questions de constitutionnalité au regard de l'autorité plus absolue généralement reconnue aux décisions des juridictions constitutionnelles européennes. En réalité, la Belgique a opté pour la solution retenue dans le cadre du mécanisme des questions préjudicielles à la Cour de justice de l'Union européenne. Cela étant dit, l'autorité relative de chose jugée des arrêts préjudiciels de la Cour constitutionnelle n'en est pas moins renforcée à l'égard de toute autre juridiction, saisie d'un litige ultérieur, qui serait confrontée à la même question que celle ayant donné lieu à l'arrêt préjudiciel : interdiction lui est faite d'appliquer encore la norme jugée inconstitutionnelle, sauf à poser à nouveau une question préjudicielle, si elle n'est pas convaincue par l'arrêt de la Cour ou si elle est animée d'un doute sur la portée ou l'interprétation de cet arrêt. Ici encore, le système belge s'inspire des règles applicables à la Cour de justice.

C. QUELS SONT LES POUVOIRS DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE ?

1) Reformulation de la question

En vertu de l'article 27, § 2, de la LSCC, la Cour constitutionnelle est autorisée à reformuler la question posée. Dans le silence de la loi sur ce point, il faut admettre qu'elle

peut le faire d'initiative ou à la demande d'une partie. La reformulation intervient soit avant le dépôt des mémoires, soit avant la mise en état de l'affaire, soit après la clôture des débats, auquel cas il est indispensable de rouvrir ces derniers et de fixer une nouvelle audience, en invitant les parties à établir un mémoire à propos de la question reformulée. Les juges constitutionnels sont cependant très prudents dans l'usage qu'ils font de cette possibilité, la formulation de la question préjudicielle relevant normalement de l'appréciation de la juridiction de renvoi. C'est ainsi que la Cour constitutionnelle ne peut en aucune manière modifier le contenu ou la portée de la question qui lui est soumise. En revanche, elle accepte des rectifications qui apportent à la question des précisions qui n'en altèrent pas la portée. Elle accepte également de reformuler en une seule question deux questions qu'elle juge « indissolublement liées » ou des questions posées dans des affaires dont elle a décidé la jonction. Par ailleurs, lorsqu'il ressort des faits de l'espèce et de la motivation de la décision de renvoi que la question préjudicielle ne porte que sur certaines des normes législatives citées dans cette décision, la Cour reformule la question en ne reprenant que les normes législatives réellement concernées

2) Bipolarisation de la réponse

Régulièrement, saisie d'une question préjudicielle, la Cour constitutionnelle estime pouvoir tirer de la norme législative qui fait l'objet de la question une interprétation qui l'ajuste à la Constitution et ainsi en préserve la constitutionnalité. Elle formule alors une réponse « bipolaire », dans un arrêt « interprétatif ». Un « arrêt à tirets » (« *streepjesarrest* », dit-on en néerlandais). Cette technique, dite de l'interprétation « conciliante », est utilisée par les autres juridictions constitutionnelles européennes. Il s'agit de sauvegarder la constitutionnalité de la norme en lui procurant une interprétation « conforme » ou « neutralisante ». Par-là, il s'agit de protéger, autant que possible, l'intégrité de l'ordre normatif. On précisera que, recevant de la Cour constitutionnelle une réponse bipolaire, la juridiction de renvoi est face à l'alternative suivante. Soit elle retient l'interprétation conciliante. Elle peut alors appliquer la norme législative dont elle doutait de la constitutionnalité. C'est généralement l'attitude adoptée par les juges. Soit elle persiste à retenir l'interprétation condamnée, mais elle n'a alors d'autre choix que de refuser d'appliquer la norme législative dans le litige dont elle est saisie. Il y va, en effet, du respect de l'autonomie reconnue aux juridictions de renvoi.

3) Substitution de la qualification

Tout contrôle de constitutionnalité d'une loi suppose une opération préalable de qualification qui met en présence la loi contrôlée et une disposition tirée de la Constitution. Il s'agit de vérifier que la norme constitutionnelle invoquée est bien applicable à la norme législative querellée. La juridiction qui interroge la Cour constitutionnelle, par la voie d'une question préjudicielle, est donc présumée avoir opéré cette vérification. Pour autant, la Cour constitutionnelle est-elle autorisée à remettre en cause l'appréciation de la juridiction de

renvoi ? Elle a rendu quelques arrêts au terme desquels elle modifie la qualification donnée par la juridiction de renvoi à la norme législative faisant l'objet de la question préjudicielle et, en conséquence, elle refuse de se prononcer sur la constitutionnalité de celle-ci, à tout le moins dans la qualification retenue par la juridiction. Par cette substitution de qualification, il ne demeure plus qu'une seule qualification, celle de la Cour.

4) Modulation des effets

L'article 8, alinéa 3, de la LSCC habilite la Cour constitutionnelle, si elle « l'estime nécessaire » et « par voie de disposition générale », à indiquer « ceux des effets des dispositions annulées qui doivent être considérés comme définitifs ou maintenus provisoirement pour le délai qu'elle détermine ». Sur cette base, la Cour peut maintenir dans le passé les effets de la norme législative qu'elle annule, ce qui est un procédé courant dans le modèle concentré de justice constitutionnelle. Il s'agit généralement, dans un souci de sécurité juridique, d'éviter l'apparition d'un trouble plus grand encore que celui créé par la norme annulée, voire parfois de ne pas tromper la confiance légitime des administrés. La Cour peut aussi maintenir dans le futur, pendant une période qu'elle fixe, les effets d'une norme législative qu'elle tient pour inconstitutionnelle. Bien que l'article 8, alinéa 3, concerne les recours en annulation et non les questions préjudicielles, la Cour s'est attribué le pouvoir de déroger au caractère déclaratoire d'un constat d'inconstitutionnalité fait sur renvoi préjudiciel, en maintenant pendant une certaine période les effets de la norme déclarée inconstitutionnelle. Que ce soit sur recours en annulation ou sur question préjudicielle, la Cour utilise régulièrement ce procédé lorsqu'il appert que l'invalidation immédiate de la norme annulée aurait pour effet de créer une situation juridique – parfois un vide juridique – qu'elle juge trop préjudiciable. Le maintien des effets de la norme pour une période déterminée doit alors s'interpréter comme une invitation adressée au législateur à modifier, voire à abroger, la norme inconstitutionnelle, et ce avant l'expiration de la période fixée, parce que lui seul est à même de choisir les mesures à prendre pour éliminer l'inconstitutionnalité constatée.

5) Réparation d'une lacune

Il arrive régulièrement que la Cour constitutionnelle constate l'inconstitutionnalité d'une lacune législative. En effet, parfois, en réglant un domaine de sa compétence, le législateur crée ou révèle une lacune susceptible de heurter un ou plusieurs droits fondamentaux et, tout spécialement, le principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination. Par exemple, il accorde un avantage à une catégorie de personnes, sans l'étendre à une autre catégorie de personnes, pourtant comparable. Lorsque la lacune est localisable dans la norme législative contrôlée – elle est dite « intrinsèque » – et à la condition que l'élimination de cette lacune n'impose pas qu'une marge d'appréciation soit laissée au législateur, mais passe par un simple remaniement textuel de la disposition lacunaire, la Cour la considère comme « auto-réparatrice » : elle conclut à l'inconstitutionnalité de la norme législative lacunaire et habilite la juridiction de renvoi à combler la lacune, afin que la

disposition en cause puisse être appliquée dans le respect des articles 10 et 11 de la Constitution. En principe, lorsque la lacune n'est pas localisable dans la norme législative contrôlée, mais imputable à l'ordre juridique dans sa globalité – on parle alors de lacune « extrinsèque » –, c'est au législateur d'intervenir.

V. Décision

A. INSTRUCTION

L'instruction de l'affaire est écrite. Elle est régie par les articles 79 à 94*bis* de la LSCC.

S'agissant des parties, la LSCC organise une phase très rythmée d'échanges, entre les parties, d'écrits de procédure que le législateur, ou l'usage, qualifie de « mémoires », « mémoires en intervention », « mémoires en réponse » et « mémoires en réplique ». La LSCC prescrit, par ailleurs, dans des circonstances bien déterminées, le dépôt de « mémoires justificatifs », de « mémoires complémentaires » et de « derniers mémoires ». Cette phase d'échanges de mémoires a fait l'objet de modifications importantes, le souci du législateur étant de favoriser une meilleure interactivité entre les parties au cours de l'instruction. Relevons par ailleurs qu'en 2014, le législateur a également introduit la procédure électronique, qui n'est toutefois pas encore en vigueur (art. 78*bis* de la LSCC).

S'agissant de la Cour constitutionnelle elle-même, pour chaque affaire, un dossier est constitué qui reprend le texte du recours en annulation, voire de la demande de suspension, ou de la décision juridictionnelle qui contient la question préjudicielle. Les mémoires notifiés au greffe par les parties sont mis à la disposition des juges et référendaires sur l'intranet de la Cour. Sont également rangés dans le dossier et mis à disposition sur l'intranet de la Cour les projets d'arrêts, les amendements ou projets d'arrêt alternatif et les notes rédigées au sein de la Cour constitutionnelle¹²⁰. Le référendaire du premier juge rapporteur prépare un dossier de documentation qui comprend les travaux préparatoires relatifs à la norme législative contestée, l'ensemble des dispositions législatives qui se rapportent à l'affaire, la jurisprudence de la Cour en la matière – ce qui est essentiel pour la sauvegarde de l'unité de la jurisprudence –, voire la jurisprudence d'autres juridictions, nationales, européennes ou étrangères, ainsi que la doctrine pertinente¹²¹. Ce dossier de documentation est mis à la disposition de tous les juges et référendaires sur l'intranet de la Cour.

La Cour a, selon l'article 91, alinéa 1^{er}, de la LSCC, « les pouvoirs d'instruction et

¹²⁰ A. ALEN, J. DELRUELLE et P. MARTENS, *op. cit.*, p. 343.

¹²¹ *Ibid.*, pp. 342 et 345.

d'investigation les plus étendus ». Et l'article 91, alinéa 2, d'énumérer, de manière non limitative, un certain nombre de mesures qu'elle est habilitée à prendre (expertises, auditions, constatations...). Ces mesures sont ordonnées par la Cour, dans la formation retenue pour l'affaire, qui peut, par ordonnance, déléguer aux juges rapporteurs le pouvoir de prendre celles qu'elle détermine. Bien que la loi ne le prévoient pas, les parties peuvent solliciter de la Cour qu'elle recourt à telle ou telle mesure d'instruction ou d'investigation. Il est rare cependant que la Cour ordonne de telles mesures.

La nécessité, voire l'obligation, peut apparaître en cours d'instruction de poser une question préjudicielle à la Cour de justice de l'Union européenne. La Cour constitutionnelle belge l'a vite compris. Depuis 1997, elle se révèle comme étant particulièrement encline à adresser des questions préjudicielles à la Cour de justice, qu'elle tient ainsi pour un partenaire dans la protection des droits fondamentaux¹²². De 2003 au 31 décembre 2016, elle a lui adressé 78 questions préjudicielles. Elle a rendu 7 arrêts par lesquels elle a posé une ou plusieurs questions préjudicielles en validité et 20 arrêts par lesquels elle a posé une ou plusieurs questions préjudicielles en interprétation¹²³.

B. DÉLIBÉRÉ

L'article 108 de la LSCC dispose que les délibérés de la Cour constitutionnelle sont secrets. Ceci emporte deux conséquences. Tout d'abord, seuls les juges composant le siège y participent, à l'exclusion de toute autre personne, en ce compris les référendaires et greffiers. Ensuite, le contenu du délibéré doit demeurer confidentiel, tout comme le résultat des votes. Il n'est d'ailleurs pas établi de protocole de délibéré¹²⁴.

Le délibéré est dirigé par le président du rôle linguistique de l'affaire. En pratique, chaque juge s'exprime dans sa langue, sans traduction simultanée. Ordinairement, la réunion débute par une présentation de l'affaire par les deux juges rapporteurs. Elle est suivie par une discussion générale – qui porte sur la solution du litige et les grandes lignes de l'argumentation –, se poursuit par une discussion du projet d'arrêt et des amendements, voire des notes argumentatives déposées et, enfin, se clôture par une dernière lecture¹²⁵. Le projet

¹²² M. VERDUSSEN, « La Cour constitutionnelle, partenaire de la Cour de justice de l'Union européenne », *R.B.D.C.*, 2011, pp. 81-109.

¹²³ M. VERDUSSEN, « Le renvoi par les cours constitutionnelles de questions préjudicielles à la Cour de justice de l'Union européenne », in E. CARTIER, L. GAY et A. VIALA (dir.), *La QPC : vers une culture constitutionnelle partagée ?*, Paris, L.G.D.J., Institut Universitaire Varenne, 2015, pp. 261-270.

¹²⁴ A. ALEN, J. DELRUELLE et P. MARTENS, *op. cit.*, p. 347.

¹²⁵ *Ibid.*, p. 346 ; A. RASSON-ROLAND, « Les méthodes de travail des juridictions constitutionnelles. Belgique », *op. cit.*, p. 222.

d'arrêt est établi par le juge rapporteur qui appartient au groupe linguistique correspondant à la langue dans laquelle l'affaire est traitée et par son référendaire, le plus souvent en collaboration avec l'autre juge rapporteur et son référendaire. Les amendements, voire des projets alternatifs, peuvent être introduits par tous les juges, y compris – hypothèse plutôt rare – ceux ne faisant pas partie du siège¹²⁶. À cet égard, il n'est pas rare que la Cour « opte pour une solution inverse de celle que les rapporteurs lui proposent »¹²⁷. En toute hypothèse, la finalisation du texte définitif de l'arrêt est normalement de la responsabilité des juges rapporteurs.

L'objectif du délibéré est de recueillir un accord sur le dispositif et sur les motifs de l'arrêt. Si nécessaire, un vote indicatif permet de dégager la piste à suivre pour élaborer une solution. Dans tous les cas, la décision est prise au vote à main levée. Les votes et l'identification de leurs auteurs ne sont transcrits nulle part. Lorsque la Cour constitutionnelle siège en formation limitée, la décision est prise à la majorité des voix des juges, conformément à l'article 55, alinéa 4, de la loi spéciale du 6 janvier 1989. Lorsque la Cour siège en formation plénière, une parité des voix emporte une prépondérance à la voix du président en exercice, en vertu de l'article 56, alinéa 4, de la LSCC. Quelques juges, plus enclins à la confiance, se plaisent à dire que la Cour constitutionnelle préfère chercher d'abord le consensus avant d'entrer dans une logique majoritaire.

Le traitement d'une affaire réclame-t-il plusieurs délibérations ? À dire vrai, « le nombre de délibérations nécessaires à la rédaction finale de l'arrêt est variable et dépend essentiellement de la complexité de l'affaire et de l'éventuelle difficulté pour les juges du siège d'établir un consensus ou de dégager une majorité en faveur d'une version définitive de la décision »¹²⁸.

C. RÉDACTION

La décision est-elle rédigée avant, pendant ou après le délibéré ? Des interviews (Pierre Nihoul et Anne Rasson-Roland), il ressort que le projet d'arrêt est préparé par les deux juges-rapporteurs et distribué aux juges et référendaires avant la mise en état de l'affaire. Lors de la mise en état, les juges-rapporteurs exposent de manière synthétique l'affaire, son enjeu et la ou les solutions proposées. À cette occasion, il est décidé si des actes d'instruction doivent encore être effectués, si des questions doivent encore être posées aux parties et si des plaidoiries doivent être organisées. Il est aussi décidé si l'affaire sera traitée par le siège

¹²⁶ A. ALEN, J. DELRUELLE et P. MARTENS, *op. cit.*, p. 346.

¹²⁷ P. MARTENS, « Le métier de juge constitutionnel », *op. cit.*, p. 33.

¹²⁸ A. ALEN, J. DELRUELLE et P. MARTENS, *op. cit.*, p. 347.

original de sept juges ou bien par un siège de douze juges.

La décision est-elle rédigée par les juges eux-mêmes ou les référendaires contribuent-ils à cette rédaction ? Des interviews (Pierre Nihoul et Anne Rasson-Roland), il ressort que le premier juge-rapporteur prépare un projet d'arrêt en collaboration avec son référendaire. C'est le référendaire qui intervient en amont (voy. *supra*). Il existe, en synthèse, deux méthodes de travail. Soit le juge et son référendaire discutent préalablement de l'affaire et le référendaire établit le projet d'arrêt sur la base des résultats de cette discussion. Soit le référendaire établit d'abord un projet d'arrêt qu'il soumet ensuite à son juge pour examen et discussion. Le premier juge-rapporteur soumet ensuite son projet d'arrêt au second juge-rapporteur qui est de l'autre rôle linguistique. Pour ce faire, le projet d'arrêt est traduit. Le second rapporteur étudie ensuite ce projet d'arrêt avec son référendaire. Plusieurs possibilités existent : soit le second rapporteur marque son accord sur le projet tel quel, le projet d'arrêt devenant alors commun aux deux juges-rapporteurs qui le cosignent ; soit le second rapporteur est d'accord avec l'orientation du projet mais souhaite introduire des nuances dans la rédaction du projet, auquel cas le projet reste commun et cosigné mais il contient des passages entre crochets ou des alternatives de rédaction ; soit le second rapporteur n'est pas d'accord avec la solution et le raisonnement proposé dans le projet d'arrêt, auquel cas le projet d'arrêt n'est plus commun, mais reste l'œuvre du premier rapporteur (le second rapporteur déposant un projet alternatif). Il arrive aussi que le projet d'arrêt commun aux deux rapporteurs comporte plusieurs variantes et plusieurs solutions. C'est le cas lorsqu'une affaire n'est pas simple ou lorsque les rapporteurs désirent présenter à la Cour tous les scénarios possibles. À la suite de ce dialogue entre rapporteurs, les projets d'arrêt communs ou alternatifs sont distribués à tous les juges et à leurs référendaires.

En vertu de l'article 111 de la LSCC, les arrêts de la Cour constitutionnelle doivent être formellement motivés : tout arrêt contient, non seulement un dispositif, mais aussi des motifs. La motivation est collégiale : les juges ne sont pas autorisés à exprimer leur opinion personnelle à la suite des arrêts. Des amendements avaient pourtant été adoptés en ce sens lors des discussions parlementaires ayant précédé la première loi organique sur la juridiction constitutionnelle belge. On considère généralement que, dans le contexte spécifique du fédéralisme belge, la possibilité d'émettre des opinions individuelles, dissidentes ou concordantes, risquerait d'exacerber le clivage entre Francophones et Flamands. La question reste cependant débattue.

Comment se présente un arrêt de la Cour constitutionnelle ? La structuration des arrêts a été décidée par la Cour constitutionnelle elle-même. En effet, hormis la question des langues à utiliser dans la rédaction de l'arrêt, la LSCC est assez silencieuse sur la forme des arrêts rendus par cette dernière. L'arrêt s'ouvre sur l'identification de l'affaire – par son numéro de rôle –, sur l'identification de l'arrêt – par son numéro et sa date – et sur la composition du siège ayant rendu la décision. Le texte de l'arrêt est généralement divisé en deux parties. La première partie de l'arrêt (point I) est consacrée à la description de l'objet du recours en annulation, de la demande de suspension ou de la question préjudicielle – cela vise surtout la

ou les normes législatives mises en cause et la ou les normes constitutionnelles invoquées –, ainsi qu’au résumé des grandes étapes de la procédure devant la juridiction constitutionnelle. C’est à ce stade qu’il est fait mention notamment des mémoires déposés et des parties, ou de leurs avocats, ayant comparu à l’éventuelle audience publique. La seconde partie de l’arrêt (point II) est la plus importante. C’est la motivation de l’arrêt¹²⁹. Elle reçoit l’intitulé suivant : « En droit ». Elle est elle-même subdivisée en deux sous-parties : la partie A reprend synthétiquement les arguments des parties, tandis que la partie B représente la motivation proprement dite, c’est-à-dire le raisonnement de la Cour. En dépit de sa lourdeur, la juxtaposition des parties A et B permet de s’assurer que les juges ont bien examiné tous les arguments des parties. Logiquement, la Cour examine les éventuelles exceptions d’irrecevabilité du recours, de la demande ou de la question, avant d’aborder le fond proprement dit. S’agissant du fond, la Cour considère généralement que l’examen du ou des moyens fondés sur la méconnaissance des règles répartitrices de compétences doit précéder l’examen du ou des moyens alléguant la violation de droits fondamentaux. L’arrêt se clôt par le dispositif, qui est donc la décision proprement dite de la Cour. Il s’agit d’une structuration-type. Elle connaît des variantes. C’est ainsi que, selon les arrêts, la Cour constitutionnelle consacre des parties ou des sous-parties de l’arrêt au contexte de la norme législative en cause, pour ce qui concerne les recours en annulation, ou aux faits et à la procédure antérieure, en ce qui concerne les questions préjudicielles.

La notification et la publication sont les deux modes formalisés de communication des arrêts de la Cour constitutionnelle. Ils sont imposés et organisés par la LSCC. Par ailleurs, la Cour a, dans le respect de ce cadre législatif, pris quelques initiatives visant à renforcer la diffusion de ses arrêts. Ces différents modes de communication ne remplissent pas nécessairement les mêmes fonctions, qui diffèrent selon le public visé.

En vertu de l’article 113 de la LSCC, le greffier est tenu de notifier l’arrêt aux parties dans le litige constitutionnel, ainsi que, si l’arrêt est rendu sur question préjudicielle, à la juridiction qui a posé cette question. Par ailleurs, et selon la même disposition, l’arrêt doit également être notifié à un certain nombre d’autorités politiques. Depuis 2014, les arrêts ne sont plus prononcés en audience publique, sauf décision du président en exercice ; la publication de l’arrêt sur le site web de la Cour vaut désormais prononcé (art. 110 de la LSCC). Quant à la Cour constitutionnelle, elle indique sur son site internet, sous la rubrique « Communications », les dates des prononcés des arrêts une semaine à l’avance. Elle a aussi pris l’initiative, d’une part, d’avertir l’agence de presse Belga des dates des prononcés des arrêts et des affaires que ces prononcés concernent et, d’autre part, d’envoyer à cette même

¹²⁹ Sur cette question, voir P. NIHOUL, « La motivation des décisions de la Cour constitutionnelle belge », *A.I.J.C.*, 2012, vol. XXVIII, pp. 27-33.

agence une copie des arrêts ayant fait l'objet d'un prononcé¹³⁰. Depuis 2012, la Cour diffuse des notes informatives à propos des arrêts considérés comme importants, notes qui figurent aussi sur le site de la Cour sous la rubrique « Communications »¹³¹.

L'article 114, alinéa 1^{er}, de la LSCC exige que les arrêts de la Cour constitutionnelle soient publiés dans leur intégralité ou par extraits dans le *Moniteur belge*. Il est précisé que l'extrait doit comporter les considérants et le dispositif. Aucun délai de publication n'est imposé par la loi. L'article 114, alinéa 2, de la LSCC ajoute que la Cour constitutionnelle assure la publication de ses arrêts sur le site web de la Cour¹³². Par ailleurs, depuis 2003, la Cour publie annuellement un rapport. Les rapports annuels contiennent un résumé des principaux arrêts rendus au cours de l'année couverte ; ils sont rédigés et publiés à l'initiative de la Cour, le législateur ne lui imposant pas l'obligation d'établir des rapports d'activités, à la différence de la Cour de cassation et du Conseil d'État¹³³.

¹³⁰ A. RASSON-ROLAND, « Les méthodes de travail des juridictions constitutionnelles. Belgique », *op. cit.*, p. 223.

¹³¹ Voy. A. RASSON-ROLAND et M. VERDUSSEN, « Juges constitutionnels et doctrine. Belgique », *A.I.J.C.*, 2014, vol. XXX, pp. 229-245.

¹³² <http://www.courconstitutionnelle.be>.

¹³³ A. ALEN, J. DELRUELLE et P. MARTENS, *op. cit.*, p. 362.